



La pauvreté fait de son genre

8 mars 2008

Introduction	2
Analyse des questionnaires	3
1. <i>L'enquête</i>	3
1.1 Le questionnaire	3
1.2 Les acteurs rencontrés	4
2. <i>Synthèse des questionnaires</i>	8
2.1 Le public rencontré	8
2.2 Les demandes	11
2.3 Le genre et les pauvretés	14
2.4 Les satisfactions, moyens	16
Conclusions	18
a. Publics rencontrés	18
b. Les demandes	18
c. Genre et pauvretés	18
Genre	18
Types de pauvretés	18
d. Satisfactions et moyens	19
Annexes	22
1. <i>Les statistiques</i>	22
2. <i>Lettre ouverte du 8 mars 2007</i>	24
3. <i>Brève présentation des partenaires</i>	26

Pauvreté en province de Luxembourg :

La question du genre

Introduction

La coordination « Femmes en marche du Luxembourg », existe depuis 1999 et est composée de l'ACRF, l'ACI, Amnesty International, Centre de planning familial FPS, CIEP du MOC, Entraide et fraternité, Femmes ECOLO, Femmes CSC, Magasin du Monde Oxfam, la Maison du Pain, Service Egalité des chances, Vie Féminine. Elle a porté les Marches Mondiales des Femmes en 2000 et 2005, dont les deux thèmes étaient les violences et les pauvretés faites aux femmes. Après avoir sensibilisé les acteurs luxembourgeois à la problématique des violences subies par les femmes, la coordination a trouvé opportun d'aborder le volet pauvreté.

Nous vivons dans une société dite d'abondance, une société qui propose d'innombrables biens de consommation, mais qui manque paradoxalement de l'essentiel : moyens de subsistance, qualité de vie, sécurité, émancipation, autonomie ...

Tout le monde n'est pas égal face à la pauvreté ! Les innombrables formes d'exclusions touchent d'abord les catégories les plus fragilisées de la population. Le postulat de la coordination « Femmes en marche du Luxembourg » est conforté par les statistiques de genre¹ dont nous disposons, ainsi qu'un certain nombre de faits objectifs. Ils indiquent que les femmes font partie des catégories les plus fragilisées. C'est pourquoi nous avons tenu à vérifier comment elles résonnent auprès des acteurs luxembourgeois.

En termes de méthodologie nous sommes parties de statistiques « genrées »², récoltées pour la province. Nous avons souhaité rencontrer des associations, institutions pour compléter ces données. Partant de chiffres, il nous paraissait primordial d'aller à la rencontre des acteurs de terrain, afin d'avoir une image vivante et claire des situations vécues dans la province.

Sachant que nous ne pourrions rencontrer tous les acteurs, nous avons veillé à ce qu'ils soient répartis sur les 5 arrondissements de la province. Choix subjectif, certes, mais intégrant le souci de couvrir les différents secteurs de l'aide sociale (formation, intégration, aide à la jeunesse, réinsertion, santé...).

Le questionnaire, conçu au sein de la coordination, nous a permis d'établir la carte d'identité des différentes associations. Les réponses ont été listées et confrontées ensuite au regard des différentes associations féminines formant la coordination.

Ce travail a également été utilisé pour rédiger la lettre ouverte (reprise en annexe) envoyée aux communes à l'occasion du 8 mars 2007, la journée de la femme.

« Le postulat d'une recherche sans jugement de valeur, de neutralité et d'indifférence vis-à-vis des objets de la recherche doit être remplacé par une partialité consciente, qui est réalisée par une identification partielle avec les objets de la recherche. En ce sens, le processus de recherche doit devenir un processus de conscientisation. » Vandana Shiva

¹ Tableaux statistiques en annexe

² Genre (rapports sociaux de sexe) : Concept qui se réfère aux différences sociales entre les femmes et les hommes qui sont acquises, susceptibles de changer avec le temps et largement variables tant à l'intérieur que parmi les différentes cultures. In : 100 mots pour l'égalité, Commission européenne (site www.amazone.be)

Analyse des questionnaires

1. *L'enquête*

1.1 Le questionnaire

Carte d'identité :

Nom / Date de création du service / Objet social / Statut et pouvoir subsidiant
Quel a été l'élément déclencheur de la création du service ou de l'association ?

Quel public s'adresse à vous :

Catégorie sociale / Tranche d'âge / Genre/ Situation familiale / Nationalité

L'objet des demandes :

Y a-t-il une évolution au niveau des demandeurs ?

Y a-t-il une évolution au niveau des demandes ?

Quelle perception des pauvretés au niveau genre ?

Quels types de pauvretés ?

Matérielle/ Culturelle/ Sociale/ Santé/ Autre

Quelles satisfactions dans votre travail (les réussites !)

Quels relais avec les autres services et associations ?

Vos moyens sont-ils suffisants ?

Moyens humains / Moyens financiers/ Logistique / Infrastructure

Quelle serait la situation idéale ?

Quel regard sur les causes générales de la pauvreté ?

1.2 Les acteurs rencontrés

Nom	Date: création du service	Objet social	Statut pouvoir subsidiant	Élément déclencheur de la création du service ou de l'association
L'Entrep'Eau (ASBL 210) (Bastogne) Arrondissement de Bastogne	1999	Que tous puissent se meubler. Rompre la solitude. Laidant voir social	ASBL Pas de pouvoir subsidiant	Pouvoir meubler les hébergés de Houmont
La Maison Blanche La Passerelle (Montleban) Arrondissement de Bastogne	1974 1988	Accueil d'enfants et aide éducative en cas de difficulté familiale.	ASBL Aide à la jeunesse. SAAE accueil aide éducative	Proposition de reprendre l'orphelinat « fille de la sagesse » à Durbuy. Après un mois de gestion (enfants placés par le ministère de la justice + internat), le constat est fait qu'il n'y a pas de liberté éducative. Le départ avec les enfants est projeté avec le soutien de l'inspecteur du ministère. Achat de la maison de Cherain.
ALE Vielsalm (Vielsalm) Arrondissement de Bastogne	1995	Insertion. Permettre aux demandeurs d'emploi de travailler dans le cadre des ALE. Aide ménagère, jardin, petits bricolages.	ASBL Fédéral et commune	Loi Miet Smets
Centrale de soins à domicile (CSD) (St. Hubert) Arrondissement de Neufchâteau	1989	Soins et maintien des personnes à domicile	ASBL RW+INAMI+APE+ Province	Soins et maintien des personnes à domicile

Solidarité Aubange (Aubange) Arrondissement d'Arlon	1986	Aide à caractère humanitaire et sociale.	ASBL Commune et Province	La mise à la rue d'une famille et la vente de ses meubles. L'association est devenue une entreprise d'économie sociale.
GAS - Groupe Action Surendettement (Martelange) Arrondissement d'Arlon	1995	Lutter contre le surendettement.	ASBL Agréée par la Région Wallonne.	Besoin de terrain: lutter contre le surendettement via les écoles de consommateurs (prévention). Médiation de dettes, qui nécessite un accompagnement et un suivi des personnes et des familles.
Table du Cœur Barvaux devenu resto solidaire (*) (Barvaux) Arrondissement de Marche	1996	Aides multiples aux plus démunis.	ASBL. Le CPAS subsidie les locaux et le chauffage + aide des « Resto du cœur»	Le CPAS a mis sur pied une cellule de travail suite aux demandes multiples des personnes bénéficiant d'un RIS
Habitations Sud Luxembourg (Arlon) Arrondissement d'Arlon	2000 (fusion «Maison Arlonnaise» et «Hôte Lorrain	Location de maisons et appartements sociaux et moyens	Société Coopérative Société Wallonne du logement/ Région Wallonne	Manque de logements à Athus pour des personnes à revenus modestes. Idem pour Arlon.
Centre public d'action sociale en Belgique - (Libin) Arrondissement de Neufchâteau	1976	Permettre à chacun de vivre conformément à la dignité humaine.	Service public. Commune - Communauté Française - Fédéral, Région Wallonne.	Le législateur a mis le service en place.

Nom	Date: création du service	Objet social	Statut pouvoir subsidiant	Élément déclencheur de la création du service ou de l'association
Fourneau David-Les Iris (Virton) Arrondissement de Virton	1979 Centre d'accueil de jour 1986 Centre d'hébergement	Accueil des personnes adultes handicapées mentales qui ne peuvent intégrer le secteur du travail.	ASBL l'AWIPH pour les personnes belges et le Conseil du Département pour les ressortissants français.	Pour les personnes ne parvenant pas à intégrer le secteur du travail. Le Directeur de l'Enseignement Spécialisé a créé l'Accueil de jour à Châtillon. Le vieillissement des parents des personnes handicapées est à l'origine de la création de l'hébergement.
Gestion Logement Sud Luxembourg « Logésud » (Arlon) Arrondissement de Virton et d'Arlon	1999	Agence Immobilière Sociale	ASBL. Agréée par le Gouvernement Wallon, avec le soutien du département des affaires sociales et Hospitalières de la Province de Luxembourg	Difficulté de trouver des logements à loyers décents dans la région frontalière avec le GDL
Soleil du Cœur (Arrondissement de Virton)	1994	Hébergement d'hommes en détresse (de 18 à 65 ans) sur le territoire de la province de Luxembourg	ASBL Agréée par la Région Wallonne	Alors qu'il existait des structures d'accueil pour femmes en détresse et en situation d'exclusion à Virton, il n'existait rien pour les hommes
La Maison du Pain (Virton) Arrondissement de Virton	1991	Maison d'accueil pour femmes en difficulté, accompagnées de leurs enfants.	ASBL Région Wallonne. Agrément Maison d'Accueil et Maison de Vie communautaire.	« Le Livre Blancs de pauvretés » de 1988, des Equipes Populaires et Vie Féminine.
Service social de la Mutualité Chrétienne de la Province de Luxembourg (Marche) province de Luxembourg	+/-1968	Information et aide sociale, particulièrement pour les personnes vulnérables. Accompagnement personnalisé. Fonction signal	Service de la mutualité chrétienne Mutualité chrétienne et Région Wallonne	La mutualité chrétienne a toujours développé et défendu une politique sociale, basée sur la solidarité et la défense des plus démunis. Cela fait partie de ses fondements de base.

<p>ASBL « Miroir Vagabond » (Hotton) Arrondissement de Marche</p>	<p>1982</p>	<p>« Promouvoir toutes les actions pour atteindre les objectifs de développement communautaire, de prévention, de formation, d'insertion, d'animation-création, d'animation socio-culturels et d'éducation permanente avec les populations belges et immigrées, principalement de l'arrondissement de Marche, avec une attention particulière en direction des jeunes, des populations fragilisées et des femmes »</p>	<p>ASBL Communauté Française, Région Wallonne, Province de Luxembourg, Etat fédéral, Europe, communes et certains CPAS. Dons et mécénat.</p>	<p>Travail réalisé dans des quartiers d'habitations sociales à Marche, avec population belge précarisée et population d'origine turque. Souhait de développer des logiques collectives et communautaires en milieu rural.</p>
--	-------------	--	--	---

2. Synthèse des questionnaires

2.1 Le public rencontré

Nom	Catégorie sociale	Tranche d'âge	Genre	Situation familiale	Nationalité
L'Entrep'Eau (ASBL 210)	Toutes catégories sociales. Clientèle très diversifiée.	Toutes les tranches d'âge, dès 18 ans	équivalent	Toutes les situations familiales	Toutes nationalités. L'équipe elle-même comporte un Kosovar, un Indien, un Marocain
La Maison Blanche La Passerelle	Enfants / Jeunes	0 à 18 ans > supervision jusque 20 ans.	Filles, garçons. Aujourd'hui 13 garçons sur 21 enfants accueillis	Difficultés familiales : divorces, violences, maltraitances, ...	Belge principalement
ALE Vielsalm	CCI / personnes renseignées par l'Onem	20 à 55 ans	2/3 femmes. Sur 237 personnes inscrites : 144 femmes / 93 hommes (déc. 05)	Variées - ménages recomposés, personnes qui bougent beaucoup.	Belge principalement
Centrale de soins à domicile (CSD)	très défavorisée	Personnes âgées	hommes et femmes	Très variées: veuves/veufs, célibataires, avec famille	Belge principalement
Solidarité Aubange (Messancy)	Public marginalisé, de plus en plus de nouveaux pauvres et des jeunes	De 17 à 77 ans	Autant d'hommes que de femmes. Souvent des hommes seuls.	Chômeurs, familles monoparentales, hommes seuls.	Beaucoup d'étrangers. Kosovars, Tchétchènes, Albanais. On dénombre 44 nationalités à Athus en plus des belges.
GAS - Groupe Action Surendettement	Tous les publics: prévention via les ados/écoles. Médiation de dettes tous publics confondus.	Toutes catégories confondues	Pas de réponse	Mauvaise gestion, perte d'emploi, baisse des revenus.	Pas de réponse

Habitations Sud Luxembourg	155 ouvriers - 58 employés - 531 revenus de remplacement	233 de + de 60 ans - 461 de 30 à 60 ans - 50 moins de 30 ans	Pas de réponse	Personnes en situation de précarité	89,28% de belges - 3,66% français - 2,01% italiens - 1,06 % de portugais - 3,99 % autres nationalités.
CPAS de Libin	Toutes catégories sociales.	Pour l'accueil de jour c'est environ 20 ans et pour le Centre d'hébergement c'est assez variable (parfois il y a des personnes de + de 50 ans).	Centre de jour 50% de femmes et 50% d'hommes. Centre d'hébergement 2/3 d'hommes et 1/3 de femmes.	Situation parfois compliquées - parfois il s'agit de placements judiciaires.	Belge et française.
Logesud	Ménages en situation de précarité	Toutes les tranches d'âge	Pas de réponse	En 2006, 25 % de femmes seules, 30 % d'hommes seuls, 12 % de femmes avec enfants, 8 % d'hommes avec enfants, 15 % de couples avec enfants, 10 % de couples sans enfants.	Toutes
Soleil du Cœur	Toutes catégories sociales	De 18 à 65 ans	Hommes	Situations de détresse, plus de logement	Luxembourgeois, Belges, Français vivant en Belgique.
La Maison du Pain	Toutes catégories sociales	A partir de 18 ans	Femmes	Rupture conjugale et/ou familiale, accompagnées des enfants	Toutes nationalités, notamment Europe de l'Est depuis quelques années
Service Social Mutualité Chrétienne	Tout public	Sans limite d'âge	Origine sociale très diverses, confrontés à des difficultés sociales	Diverses	Diverses nationalités, mais essentiellement belge

Nom	Catégorie sociale	Tranche d'âge	Genre	Situation familiale	Nationalité
<p>ASBL « Miroir Vagabond »</p>	<p>Toutes catégories sociales. Populations précaires, isolées, en mal de reconnaissance, qui vivent dans le nord de la province. Quartiers d'habitations sociales, campings, parcs résidentiels, centres d'accueil de demandeurs d'asile, villages...</p>	<p>Tous les âges</p>	<p>Hommes et femmes sans discrimination de pratique religieuse, d'orientation sexuelle, d'orientation politique.</p>	<p>Toutes, avec une attention à toutes les formes familiales fragilisées par le contexte socioéconomique. Familles monoparentales (hommes ou femmes. Femmes encore plus fragilisées !)</p>	<p>Toutes. Forte présence de demandeurs d'asile.</p>

2.2 Les demandes

Nom	Objet des demandes	Evolution des demandeurs	Evolution des demandes
L'Entrep'Eau (ASBL 210)	Lavoir, achat de meubles à petit prix, cafétéria lieu de rencontre, restauration de meubles.	De plus en plus de demandeurs. Via les CPAS. Public marché aux puces (et marchands).	Professionnels du meuble d'occasion
La Maison Blanche	Sur mandat du SAJ ou SPJ . Problèmes de délinquance et de protection de la jeunesse	Situations plus lourdes qu'auparavant (toxicomanie, alcoolisme...) Le travail avec la famille met en lumière des problématiques cachées	Demandes plus importantes car la société se précarise de plus en plus. Indicateur : chômage malgré la possession d'un diplôme, donc conflits familiaux, problèmes de logement. Conséquence : plus de problèmes chez les jeunes
ALE Vielsalm	Chômeurs. Obligation d'inscription en cas de chômage de longue durée.	Les personnes font plus facilement des demandes vers le CPAS que vers l'ALE	La réinsertion, la recherche de vrais contrats
CSD	Demande de soins infirmier, location de matériel, repas à domicile, aides familiales	Les personnes âgées demandent à être maintenues le plus longtemps possible à domicile.	Plusieurs services de la CSD interviennent dans les mêmes familles ; demandes très variées
Solidarité Aubange	Demandes de bons chauffages, bons alimentaires, petits prêts d'urgence, apurement de dettes, aides administratives, garanties locatives, petits démenagements, chèques-repas	Plus de jeunes seuls sans revenus, expulsés par leurs parents. Besoin d'orientation vers CPAS.	Plus de demandes de bons de chauffage car le prix du mazout augmente Les prix des loyers augmentent ce qui entraîne des problèmes financiers. Plus de candidats réfugiés sans papiers et sans revenus.
GAS	La demande est un « cri au secours » et arrive quand le surendettement est trop grave, et souvent trop tard Demande de médiation.	De plus en plus de demandeurs.	Nouvelle législation qui peut suspendre des procédures de recouvrement immédiat. Evolution de la société de consommation (tout à crédit).

Nom	Objet des demandes	Evolution des demandeurs	Evolution des demandes
Table du Cœur	Demande de repas 2x/sem à prix réduit Colis alimentaire 3X/sem Boutique à prix réduit pour les usagers des services sociaux	En dix ans, la demande est passée de 15 colis à 250 colis par semaine. Plus de précarité, plus de réfugiés	Plus dans l'urgence ! (Même demande).
Habitations Sud Luxembourg	Demande de logements sociaux.	De plus en plus de demandeurs de logement sociaux Demandeurs toujours plus jeunes. Plus de demandes de familles monoparentales, surtout des femmes seules avec enfants.	De plus en plus de demandes
CPAS Libin	Demande d'aides financières. Demande de services tels que les plaines de vacances.	Nouvelles législations car maintenant possibilités d'aides (mazout, eau,...) donc nouveaux demandeurs	Meilleure connaissance des possibilités d'aide, donc difficile de responsabiliser les personnes. 1/4 des personnes aidées démentagent dans l'année. 3/4 des personnes aidées ont des problèmes physiques et psychologiques donc demande importante d'intervention dans ces frais.
IRIS	Accueil de jour : accueil d'enfants handicapés pendant que les parents travaillent. Hébergement (65 lits) : préparer l'avenir et le départ des parents.	Plus de couples handicapés demandeurs. Plus de personnes handicapées âgées qui sont demandeurs.	Hébergement : plus de demandes de personnes autistes Evolution des handicaps
Logesud	Recherche d'un logement adapté à la situation familiale, moyennant un loyer réduit	Suite à l'évolution de la cellule familiale, nette augmentation des familles monoparentales	Pas de réponse

Soleil du cœur	Demande d'accueil d'hommes sans logement et hommes en difficultés. (logement, violences, alcool, drogue,...).	Certains repartent très vite, d'autres n'arriveront pas à se stabiliser. (séjours successifs). De plus en plus de jeunes sont mis à la porte par leur famille.	C'est souvent les mêmes qui reviennent avec les mêmes problèmes.
La Maison du Pain	Problématiques de violence conjugale et autres problèmes psychosociaux	Plus de situations psychiatriques	De plus en plus de demandes
Service social Mutualité Chrétienne	Demande d'info sur maladie invalidité et législation sociale + accompagnement lors d'accidents de vie.	De plus en plus de demandes du public « classe moyenne ». Davantage de public précaire originaire de centres urbains. Demandeurs d'asile.	De plus en plus de demandes en urgence. Les réglementations sont de plus en plus complexes. De plus en plus de problèmes liés au prix des logements.
ASBL « Miroir Vagabond »	Formation, création et animation collective, l'accès au logement. Le tout dans une négociation/complémentarité critique entre associations et pouvoirs publics.	De plus en plus de demandeurs. De plus en plus d'isolés, de jeunes, d'handicapés. De plus en plus de personnes dépendant de diverses aides sociales.	Demandes croissantes vers les besoins de premières nécessités et les droits de base (logement, déplacement, nourriture, scolarité, recherche d'emploi...)

2.3 Le genre et les pauvretés

Les Acteurs	Quelle perception au niveau genre ?	Quels types de pauvreté ?
Entrep'Eau	50% /50%	Toutes les pauvretés !
Maison Blanche	50% /50%	Logement, isolement/solitude, culturel (intellectuel)
ALE Vielsalm	2/3 de femmes (souvent profil d'assistées !)	Santé, manque de confiance en soi, culturel (intellectuel)
CSD	Pas de différence au niveau genre	Le surendettement augmente! Isolement, médicaments, loyers, culturel (intellectuel)
Solidarité Aubange	Plus d'hommes qu'avant. Beaucoup de femmes seules avec enfants, dont les maris ne payent pas les pensions alimentaires (partis en France par exemple !)	Logements, culturel, santé....
GAS	Pas de réponse	Pas assez de logements sociaux ! Social : n'importe qui peut basculer dans la pauvreté, suite à une perte d'emploi ou des problèmes de santé p.ex.
Table du Cœur Durbuy	50%/50% de plus en plus de familles monoparentales avec jeunes enfants.	Le logement, mais aussi tous types de pauvreté !
Habitations Sud Luxembourg	En 2004 : personnes seules sans enfants = 66 H et 197 F. Avec enfants = 23 H et 173 F	Pas de réponse
CPAS Libin	Pas de réponse	Logement, santé, de plus en plus de personnes avec des casiers judiciaires
ASBL Fourneau David Les Iris	Pas de différence au niveau genre, allocations selon handicap	Si les allocations étaient plus élevées, cela permettrait d'acheter par ex. un peu plus de vêtements...
Logesud	Pas de réponse	Les difficultés au niveau du logement, induit d'autres pauvretés
Soleil du Cœur	Soit les hommes rebondissent très vite, soit ils s'installent dans l'assistance	Logement, culturel, santé, social, assuétudes...

La Maison du Pain	Les femmes ont moins de moyens financiers (plus petits revenus et ont le plus souvent les enfants en charge).	Les loyers sont trop chers dans la région. Toutes pauvretés : culturelle, sociale, santé...
Service social Mutualité Chrétienne	Beaucoup de pauvreté due à la perte de repères familiaux, sociaux, scolaires intellectuels...	Matérielle, culturelle, sociale, santé...
ASBL « Miroir Vagabond »	Beaucoup de femmes seules avec enfants, même s'il y a aussi des hommes. Personnes âgées : autant d'hommes que de femmes	Tous. Matérielle, culturelle, sociale, santé, logement, emploi, formation...

2.4 Les satisfactions, moyens

	Relais	Satisfactions	Moyens
Entrep' eau	Alvéole - CPAS - Commune - Vétements - Cœur sans frontières - Terre - Oxfam - Croix-Rouge	Résultats de l'action. Se sentir reconnu : reconnaissance sociale.	Manque de subsides récurrents. Manque de bénévoles.
Maison Blanche	AMO Vielsalm - SATE - PMS - CPAS - enseignants - médecins	Sortir les jeunes de leur isolement	Manque de personnel (1 ETP trop peu). Au niveau matériel et financier il faut faire avec des bouts de ficelle et être toujours à la recherche de nouveaux moyens
ALE	Forem - Promotion sociale - (Lire et Ecrire)	Quand des femmes reprennent une formation en parallèle au boulot ALE. La reprise de confiance en soi	Pas de remarques
CSD	SAJ - SPJ - Trait d'union - Réseau luxembourgeois	Mettre différents services à disposition des usagers en fonction de leurs souhaits.	Manque de moyens financiers (dépendance entière des subsides RW)
Solidarité Aubange	CPAS - Oxfam - Idelux - Génération solidaire - entreprises	Remise au travail d'hommes de manière soutenue. Aide matérielle par les familles.	Infrastructure à l'étroit. Dépendent de donations et subsides communaux + bénévolat.
GAS	CPAS - Ecoles	Réussite de l'action et travail sur la prévention	A suivre !
Table du Cœur	ONE - CPAS - Croix-Rouge - Saint-Vincent de Paul	Réussite de l'action et la remise en route des personnes (travail). Education à la santé / enfant	Locaux mal adaptés, vétustes. Pas de subsides de fonctionnement.
Habitation Sud Lux	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse
CPAS Libin	Bilboquet – aides familiales - Services à domicile - SAJ - Centre culturel - ONE - Hôpitaux – Accueil extra scolaire - Centre guidance - Planning familial - Coordination sociale.	Résultats du travail : réussite de l'accompagnement. Relation de confiance avec la personne	Manque de moyens humains par rapport à la prévention. Manques au niveau logistique et infrastructure

IRIS	Ecoles - Clubs sportifs - industries (semi-autonomie) - Croix-Rouge - commerçants	Contacts chaleureux avec les personnes handicapées	Il faudrait pouvoir augmenter l'offre !
Logesud	Partenariats avec les CPAS des communes concernées par les logements. Services de logement, SLW, guichet de l'énergie	39 ménages relogés en 2006	Manque de moyens humains
Soleil du Cœur	GAS - EFT (la Gaume - Renardière) - Arc-en-ciel	Résultats par rapport à l'action mais fort difficile.	Subside de fonctionnement : difficile de faire d'autres projets.
La Maison du Pain	Travail en équipe et en partenariat avec quasi tous les services sociaux du sud de la province	Quand les femmes avancent dans leur projet de vie	Pas assez de moyens humains, financiers et logistiques. Il serait bon d'avoir des subsides récurrents sans devoir toujours chercher, demander...
Service social Mutualité chrétienne	ACIH/AAM, UCP, ASD, CSC, CPAS...	De meilleures mesures d'aide financière aux malades chroniques, grâce à notre intervention. Résultats du groupe de travail sur les prothèses dentaires remontés vers l'INAMI.	Manque de temps !
ASBL « Miroir Vagabond »	Monde associatif culturel, socioculturel, de la formation, de l'emploi, de la justice, de la région. Travail sur les complémentarités dans un esprit de développement régional.	Les réussites ! Indirectement, les actions produisent un accroissement de bien-être	Moyens humains, financiers et logistiques : il serait bon de pouvoir pérenniser le service d'interprétariat social au service de toutes les associations et institutions provinciales. Transformer les emplois à durées déterminées et statuts précaires en emploi à durée indéterminés.

Conclusions

Que ressort-il des enquêtes ?

a. Publics rencontrés

Nous pouvons constater une augmentation des catégories de demandeurs suivants :

- les jeunes en rupture familiale
- les familles monoparentales
- les mères célibataires
- les candidats réfugiés
- toxicomanies, psychiatrie
- personnes du 4^{ème} âge

Nous observons que les publics demandeurs restent de plus en plus longtemps dans les structures d'aide.

b. Les demandes

Les demandes sont multiples. Elles recouvrent pour l'essentiel :

- le logement (les garanties locatives)
- l'hébergement
- la nourriture
- une aide financière
- une aide ponctuelle, telle que pour le chauffage, l'électricité, le téléphone, la mobilité, la culture, le sport
- les soins de santé
- aides administratives
- surmonter le surendettement (qui touche toutes les catégories de la population !)
- les aides suite à un accident de vie

Dans une même famille, on peut retrouver plusieurs problématiques, et donc plusieurs demandes.

c. Genre et pauvretés

Genre

Sur quinze acteurs interrogés, cinq ont une perception 50-50 au niveau du genre. Trois acteurs signalent qu'il y a beaucoup plus de femmes que d'hommes. Un acteur s'adresse uniquement aux hommes et un acteur uniquement aux femmes. Quatre acteurs ne donnent pas de réponse ou donnent une réponse qui n'est pas en rapport avec la question posée. Un acteur signale qu'il y a « beaucoup de femmes seules, mais qu'il y a aussi plus d'hommes qu'avant ».

Types de pauvretés

En termes de pauvreté, c'est le logement et la santé qui reviennent le plus fréquemment (11 fois). La pauvreté culturelle, quant à elle, est citée 10 fois ! Vient ensuite la pauvreté sociale (citée 7 fois). Beaucoup d'associations relèvent cependant qu'une pauvreté en entraîne une autre et que la pauvreté matérielle est presque toujours présente.

Nous constatons une augmentation du nombre de familles monoparentales. Elles sont plus directement touchées par le problème du logement. De plus en plus de personnes sont concernées, même des personnes qui ne sont pas bénéficiaires du RIS !

d. Satisfactions et moyens

Nous constatons que satisfactions et moyens s'opposent :

Malgré la conviction des acteurs dans l'utilité du travail social, le manque récurrent de moyens humains, logistiques, d'infrastructure et financiers, pèse sur leurs motivations. Les acteurs sont toujours à la limite sur le plan financier, car ils ne sont pas totalement subsidiés. De ce fait, ils parent au plus pressé et doivent apporter des réponses pragmatiques aux besoins.

Les associations de même nature travaillent rarement en relais l'une de l'autre ; notamment par manque de temps, de lieux de rencontre et de moyens humains. Les organismes plus formels (tels que les syndicats et les mutuelles), sont peu cités.

Plusieurs associations nous ont aussi fait part de la difficulté liée à la complexification des réglementations. Ce qui entraîne un surcroît de travail administratif, pas souvent subsidié.

Premières réflexions de la coordination « Femmes en Marche » par rapport à la question du genre et la pauvreté en Luxembourg.

La citation de Vandana Shiva, reprise dans l'introduction, situe le contexte global de notre démarche. En effet, une enquête, même chiffrée, n'est jamais totalement objective. Notre parti pris volontaire, doit par conséquent aussi servir à conscientiser le public, les acteurs et les décideurs de la province.

Même si cela n'apparaît pas clairement dans l'enquête, les statistiques dont nous disposons montrent que les femmes sont plus fragilisées, ou glissent plus facilement dans la pauvreté et ce pour plusieurs raisons :

- L'expression « famille monoparentale », ne fait pas la distinction père/mère. Les statistiques nous montrent que les familles monoparentales sont en majorité composées d'une femme et d'enfants : la part des monoparentaux dans le total des ménages s'élève en Wallonie à 7,4% pour les familles monoparentales avec une mère pour 1,4% de familles monoparentales avec un père.

- On peut dire la même chose pour ce qui concerne « les demandeurs d'emploi, ou chômeurs ». En effet, le FOREM publie des statistiques sexuées qui montrent que les femmes restent plus longtemps et sont plus nombreuses au chômage. Il n'est pas toujours perçu que les femmes sont bien plus nombreuses à tomber dans la précarité, à cause d'un temps partiel, d'une perte ou de l'absence d'un emploi (voir en annexe).

- Quelques-uns des acteurs interrogés n'ont pas interprété le terme « genre » dans le sens de « rapports sociaux de sexe », mais bien plutôt en termes de catégories (jeunes, invalides, sans emploi etc.). Quand nous fournissions plus d'explication, la plupart des personnes interrogées ne semblaient jamais avoir pris en compte cet aspect.

Dans notre chef, il s'agit d'encourager une approche plus fine, plus adaptée à la réalité du terrain, dans la mise en place des politiques sociales.

Sur les causes générales de la pauvreté

La coordination « Femmes en Marche » peut se rallier à la plupart des réflexions émises par les travailleurs sociaux (qu'ils soient rémunérés ou bénévoles), en ce qui concerne les causes générales de la pauvreté et les tendances perçues sur le terrain.

Citons :

- le problème de la spéculation immobilière et des loyers excessifs
 - le manque d'emplois dignes, permettant d'assumer correctement les dépenses indispensables de la vie (logement, nourriture, chauffage, soins de santé, éducation des enfants...)
 - une société qui incite chacun à consommer toujours plus : on investit plus dans le paraître que dans l'être
 - l'ignorance et/ou la peur de faire des démarches (la honte d'être perçu comme pauvre, marginalisé, exclu...)
 - l'éclatement des familles
 - la difficulté d'obtenir le versement des pensions alimentaires et la méconnaissance et les conditions restrictives du SECAL (Services des Créances Alimentaires)
 - l'augmentation dramatique des problèmes de toxicomanie (alcool, autres drogues dures)
 - trop peu d'évaluation des politiques sociales menées
 - trop peu d'audace et de financement pour généraliser des dispositifs pilotes qui fonctionnent
 - une utilisation parfois peu judicieuse et contestable de l'argent public (des projets contestés, ou au travers de règlementations sociales peu adaptées).
- Bref, un ensemble de causes, collectives et individuelles, les unes alimentant les autres, dans un cercle pas vraiment vertueux !

Par ailleurs nos organisations relèvent toutes une série d'inégalités entre hommes et femmes qui engendrent un risque de précarité plus grande chez les femmes :

- effets cumulatifs : lorsqu'un élément de la vie se grippe, la personne se trouve au cœur de situations cumulatives, avec un effet « boule de neige ». Cette succession d'événements interdépendants installe une dynamique négative dont il est difficile de sortir, et qui fonctionne en cascade. Effet davantage marqué pour une femme avec enfant après une rupture³.
- de nombreuses statistiques montrent une différence salariale réelle entre hommes et femmes. En Belgique, le fossé salarial entre hommes et femmes est encore d'environ 26%. Les causes de ces écarts sont multiples : différences dans la formation et le déroulement de la carrière, ségrégation sur le marché de l'emploi, sous évaluation des fonctions exercées majoritairement par des femmes, ou discrimination dans l'évaluation des fonctions⁴.
- Lors de la pension, les inégalités de revenus entre les hommes et les femmes s'accroissent : écart des pensions de retraite : 30%

Une première action

Suite aux rencontres sur le terrain, et aux premières conclusions que nous en avons tirées, la coordination « Femmes en Marche », a pris l'initiative d'envoyer à tous les nouveaux élus communaux et de CPAS, une lettre ouverte, pour les sensibiliser à une lecture genre des politiques sociales⁵.

En effet, dans notre province, plusieurs facteurs peuvent s'additionner dans la précarisation de certains publics et en particulier, les jeunes et les femmes. Travailler à horaire variable, quand on est seule pour élever de petits enfants et qu'il faut impérativement une voiture, tient de la gageure. Surtout si en plus la pension alimentaire n'est pas payée !

Dans la lettre ouverte, nous préconisons la création d'une commission consultative communale sur l'égalité homme/femme.

³ Au féminin précaire, comment les femmes vivent-elles la précarité aujourd'hui ?, éditions Vie Féminine, 2006

⁴ Sites www.votresalaire.be et www.monsalaire.be

⁵ Voir annexe

Suite à cet envoi, seules 3 communes nous ont répondu qu'elles étaient sensibles à la question mais qu'il n'était actuellement pas à l'ordre du jour de créer une commission consultative sur l'égalité hommes – femmes. Nous souhaitons rappeler que la loi impose qu'un échevin doit avoir dans ses attributions une lecture genre de la commune.

Ceci nous renforce dans l'idée que le travail qui reste à faire est vaste !

La coordination « Femmes en Marche », continuera son travail de conscientisation au travers d'autres actions, dans les mois à venir. Elle s'inscrit déjà dans la perspective de la 3ème Marche Mondiale des Femmes de 2010.

Annexes

1. Les statistiques

Il n'est pas facile de trouver des statistiques genrées en Province de Luxembourg. Nos sources viennent exclusivement du site du Forem ainsi que de l'IWEPS (institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique). Dès lors, ne se retrouve ici que des statistiques liées à l'emploi.

Au 01/01/2005, la province de Luxembourg comprend **256.004 habitants** (soit 7,5 % de la RW). Il y a 129.422 femmes et 126.582 hommes.

Demandeurs d'emploi

Demandeurs d'emploi	Femmes	Hommes	Total
Octobre 2006	15,64 %	10,30 %	12,64 %

Le taux de demandeurs d'emploi est le rapport entre le nombre de DEI (demandeurs d'emploi inoccupés) et la population active.

Groupe d'âge des demandeurs d'emploi

Groupe d'âge Octobre 2006	<25 ans	25 <30ans	30<40 ans	40<50 ans	50 ans et +	Total
Femmes	2.234	1.092	1.765	1.671	917	7.699
Hommes	2.161	946	1.177	1.304	920	6.508
Tous	4.415	2.038	2.942	2.975	1.837	14.207

Niveaux d'étude des demandeurs d'emploi

Niveaux d'étude Octobre 2006	Primaire + sec. de base	Secondaire 2ème degré	Secondaire 3ème degré	Supérieur	Apprentissage	Autres	Total
Femmes	1.203	1.981	2.745	1.221	144	405	7.699
Hommes	1.588	1.669	1.908	721	282	340	6.508
Tous	2.791	3.650	4.653	1.942	426	745	14.207

Durées d'occupation des demandeurs d'emploi

Durées d'inoccupation Octobre 2006	<6 mois	6<12 mois	1<2 ans	2<5 ans	5 ans et +	Total
Femmes	2.828	1.089	1.285	1.458	1.039	7.699
Hommes	2.412	968	1.112	1.270	746	6.508
Tous	5.240	2.057	2.397	2.728	1.785	14.207

Catégorie de nationalité des demandeurs d'emploi

Catégories de nationalité Octobre 2006	Belge	Etranger CE	Etranger non CE	Etranger non UE	Etranger UE	Total
Femmes	7.127			189	383	7.699
Hommes	5.949			209	350	6.508
Tous	13.076			398	733	14.207

Taux de chômage

Taux de chômage 30 septembre 2006	Province	Région wallonne	Royaume
Femmes	16,3 %	23,3 %	15,5 %
Hommes	10,6 %	16,3 %	11 %
Tous	13,1 %	19,4 %	13 %

Temps partiels et temps pleins (2004)

	Temps partiel	Temps plein
Femmes	25%	19%
Hommes	6%	45%

2. Lettre ouverte du 8 mars 2007

Lettre ouverte
Aux élues et élus communaux et provinciaux
Aux conseillères, conseillers et président-es de CPAS,

Depuis 8 ans, dans le cadre de la « Marche mondiale des femmes », nous, la Coordination « Femmes en Marche », sommes actives sur le terrain dans la lutte contre la violence envers les femmes et leur précarité. Nous sommes un ensemble d'associations (mouvements de femmes, mouvements d'éducation permanente, ONG, syndicat, maison d'accueil, planning familial,...) se sentant concernées par le sujet de la pauvreté et de la violence faite aux femmes. Nous sommes de toutes tendances, de tous âges et de tous les coins de la province. . Nous partageons nos savoirs au sein de notre coordination. Avec pour objectif de faire changer les mentalités et d'améliorer le statut et la vie des femmes en général.

Notre travail prend différentes formes : enquêtes auprès d'associations, de CPAS, d'entreprises,..., analyse de dossiers, organisation d'actions etc. Nous avons, notamment, rencontré les responsables des différentes zones de police. Cela a contribué à l'amélioration de l'accueil des femmes vivant des violences conjugales et à la mise en place de formations pour les policiers.

Plus près de nous, le 8 mars 2005, nous descendions dans les rues d'Arlon pour présenter 8 revendications qui prenaient en compte des problèmes rencontrés par les femmes :

- *Introduction progressive des droits individuels en sécurité sociale sans provoquer de nouvelles formes de précarité*
- *Création d'emplois de qualité qui procurent aux femmes une autonomie financière*
- *Une offre de services collectifs accessibles à toutes et tous ainsi qu'un statut correct pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs*
- *Application effective des lois sur la protection des victimes et sanction des auteurs de violence. Développement d'une politique de prévention structurelle*
- *Demande de mise en application immédiate du fonds des créances alimentaires*
- *Concernant la pauvreté au niveau international :*
 - o *La création d'une taxe sur les transactions monétaires dont la moitié sera consacrée au développement durable pour les femmes du Sud.*
 - o *L'application systématique de la Résolution 1325 de l'ONU sur la protection des femmes et des filles dans les zones de conflits ainsi que leur participation au processus de paix*
 - o *La création d'un statut qui protège les sans-papiers victimes de violence et celle d'un « bureau de genre » au sein des structures belges de la politique d'asile*

Dans la foulée de cette manifestation, nous avons décidé de mettre l'accent sur la pauvreté et notamment celle vécue par les femmes de notre province, en rencontrant différents acteurs du domaine social (CPAS, maisons d'accueil, GAS, ASBL d'aide,...). En effet, certaines problématiques se ressentent plus fortement en province de Luxembourg : prenons un exemple...

« Je suis une femme, je vis avec mes deux enfants. Je travaille à mi-temps comme vendeuse à horaire variable, ce qui ne me permet pas de compléter mon temps de travail, ni d'aménager mon temps familial. La pension alimentaire n'est qu'une décision de justice non appliquée. Dans ces conditions, payer un loyer, une voiture, des frais de garde, de scolarité et tous les « petits aléas » de la vie devient un casse-tête quotidien. Que d'appartements interdits (trop chers), une vieille voiture qui doit absolument tenir encore deux ans, un soin dentaire reporté pour pouvoir soigner les enfants, et tout le reste qui mine le moral, comme, par exemple l'impossibilité de faire les deux heures supplémentaires demandées le matin même, faute d'avoir une solution de garde pour mes enfants, ... »

Ceci n'est peut-être pas une fiction. Si certains hommes peuvent se reconnaître dans cet exemple, cette situation est encore majoritairement vécue aujourd'hui par les femmes.

Et quand s'accumulent les problèmes de logement, de mobilité, d'accès au travail, à la formation, à l'accueil des enfants (garderie, sports, loisirs), aux soins, ... la vie peut vite devenir un enfer sur notre « merveilleuse terre de vacances ».

Elus par les citoyens de notre province afin de les représenter, vous serez amenés à prendre des décisions qui concernent tous les citoyens, femmes et hommes dans l'exercice de votre mandat ! Aussi, au moment de prendre des décisions, nous vous demandons de ne pas oublier les plus faibles de notre société et que, parfois, une approche différenciée (hommes – femmes) est nécessaire.

Dans le travail de rencontre avec les institutions sociales que nous menons actuellement, nous avons effectivement pu remarquer que la précarisation grandit, en particulier chez les jeunes et les femmes.

Mesdames, Messieurs, nous vous demandons d'y être attentifs et d'y répondre par des politiques globales qui prennent en compte les situations de vie des femmes et des hommes les plus fragiles. Et pourquoi pas d'instaurer au sein de vos communes une commission consultative sur l'égalité des chances femmes – hommes ?

Les membres de notre coordination se tiennent à votre disposition pour tout échange d'idées. De même, notre coordination reste ouverte à tout mouvement, personne qui veut faire avancer la place et les droits de la femme dans notre société.

En vous remerciant de nous avoir lues et en espérant que cette lettre ne restera pas au fond d'un tiroir, nous vous adressons nos sincères salutations.

Les organisations membres de la Coordination « Femmes en Marche » :

ACI, ACRF, Amnesty International, Entraide et Fraternité, Femmes CSC, Femmes ECOLO, FPS, La Maison du Pain, Magasin du Monde Oxfam, MOC Luxembourg, Service Egalité des chances, Vie Féminine.

3. *Brève présentation des partenaires*

- Les Femmes Prévoyantes socialistes

Les Femmes Prévoyantes socialistes ont pour objectif de promouvoir la citoyenneté et l'action collective des femmes pour agir sur l'ensemble de la société ; de développer leurs zones de pouvoir pour renforcer la démocratie (tant dans le champ politique que de l'emploi, de l'enseignement, de l'éducation, du terrain quotidien, des conditions de travail,...) ; d'améliorer tant leur qualité de vie que leur santé et lutter contre leur paupérisation.

Pour ce faire, solidariser leurs forces notamment au travers de groupes, défendre par l'action politique l'accentuation du rôle régulateur et redistributeur des pouvoirs publics.

Il s'agit donc bien par notre travail de créer et de soutenir des actions où les individus puissent concrétiser leurs aspirations à plus de solidarité, de créativité et d'amélioration de leur cadre de vie (social, politique, économique et culturel).

Les Femmes Prévoyantes socialistes sont impliquées dans les projets

des sections locales,
des milieux associatifs et sociaux de notre province,
dans les diverses instances de l'environnement mutualiste : CSD, Planning familial, l'asbl laïque de soins palliatifs, ...

• ...

- L'A.C.i. (Agir en Chrétiens informés)

L'A.C.i. est une association d'éducation permanente. A partir d'une réflexion lucide et critique sur l'évolution de la société et dans la ligne de l'Évangile, ses membres sont encouragés à mener une action individuelle ou collective pour rendre le monde plus humain pour tous.

L'A.C.i. forme des chrétiens et des citoyens lucides, responsables, actifs, créatifs et solidaires.

Voici les coordonnées du secrétariat national à Bruxelles

aci@aci-org.net et site web: www.aci-org.net

- Vie Féminine Luxembourg

Vie Féminine rassemble des femmes de cultures et d'âges différents autour des valeurs d'égalité, de justice sociale, de solidarité et de démocratie.

Mouvement féministe d'éducation permanente, Vie Féminine veut favoriser l'autonomie des femmes et leur participation à toutes les sphères de la vie sociale.

Une manière différente de créer des liens sociaux, de vivre la solidarité entre femmes, de mener la réflexion et l'action politique.

Adresse : rue des Déportés, 41 à 6700 Arlon

Tel : 063/22 56 25

Mail : Luxembourg@viefeminine.be

Web : www.viefeminine.be

- ECOLO et les femmes :

Pour une société qui marche sur ses deux jambes !

Pour Ecolo, l'égalité entre hommes et femmes n'est pas qu'une affaire de femmes ! Les écologistes ont toujours intégré le « Gender Mainstreaming » comme une ligne de force de leur projet politique. Pour toute mesure prise au sein du parti, une attention particulière est accordée aux conséquences possibles de cette mesure sur l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes.*

Ces mesures visent le fonctionnement du parti, l'élaboration de propositions et de documents politiques, ou encore des actions en faveur de l'égalité. Cette politique est évaluée de manière démocratique et permanente.

Gender Mainstreaming : tenir compte de la dimension genre dans toutes les étapes des processus politiques - élaboration, application, suivi et évaluation - , en vue de favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes.

- La Maison du Pain

La Maison du Pain accueille des femmes et des enfants exposés à des situations de violence et/ou d'exclusion, rencontrant des difficultés psychologiques, affectives et/ou matérielles.

La Maison du Pain souhaite :

Constituer un « refuge » en temps de crise familiale pour la femme et ses enfants.

Apporter un soutien, être à l'écoute des besoins de la personne en tant que femme, mère ou enfant.

Aider chaque femme à prendre le temps de réflexion nécessaire face aux difficultés qu'elle rencontre.

Lui permettre de reconquérir la confiance et l'estime d'elle-même afin d'assumer au mieux une autonomie progressive.

La soutenir dans l'élaboration et la concrétisation d'un projet personnel.

Quand cela est possible, **être à l'écoute du couple** en tenant compte également des besoins et ressources du compagnon notamment dans son statut de père.

La Maison du Pain propose

Deux axes de travail :

Un accompagnement psychosocial individualisé (entretien individuel, aide juridique et administrative, orientation psychothérapeutique, encadrement socio-éducatif auprès des jeunes mamans et leurs enfants...) assuré par une équipe pluridisciplinaire.

Différents ateliers collectifs articulés autour de la valorisation, le bien-être et la créativité au travers desquels chacun et chacune peut trouver une place, sa place.

Une expérience de vie en communauté.

L'opportunité d'une mise en autonomie progressive en **Maison de Vie Communautaire**.

Un suivi post-hébergement.

Une philosophie de travail en réseaux.

- Le service Egalité des Chances

Le service Egalité des Chances est un partenariat entre la Province, l'Etat fédéral, l'Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes et les entités fédérées. Le service a pour mission de collaborer avec les acteurs de terrain et les autorités locales afin de développer des projets **de lutte contre les violences faites aux femmes** et de promouvoir **l'égalité des femmes et des hommes** au niveau local, tant sur le plan économique que dans la vie sociale et l'accès aux lieux de décisions. Ce service dépend du Département des Affaires Sociales et Hospitalières de la Province de Luxembourg.

1, Square Albert 1er à 6700 Arlon.
www.province.luxembourg.be

- Oxfam Magasins du Monde

Oxfam magasins du monde c'est, à la fois:

- Un commerce équitable : à travers un réseau de 100 magasins, nous proposons des articles d'artisanat ou d'alimentation produits pour un prix juste et dans des conditions correctes, par plus de 165 partenaires du Sud
 - Un commerce solidaire : la vente de vêtements de seconde main dans nos magasins permet également de financer des projets de coopération dans le Sud, de proposer à chacun dans notre pays de s'habiller à bas prix et enfin de contribuer à la lutte contre le gaspillage par le recyclage de vêtements
 - Une force de changement : grâce à des campagnes de sensibilisation et d'éducation, nous offrons au consommateur des outils d'analyse de la société et des alternatives pour un développement durable pour tous
 - Un mouvement de citoyens : des jeunes, des bénévoles, des sympathisants relaient les idées et initiatives du mouvement, oeuvrant ensemble pour la construction d'un monde plus juste
-

- Entraide et Fraternité

Entraide et Fraternité est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) qui travail sur trois axes principaux :

1. Le financement de partenaires (projets) dans le Sud.
Qui dit partenaire implique une relation d'échange et de respect mutuel.
 2. L'éducation au développement
Chacune et chacun d'entre nous ici en Belgique pouvons jouer un rôle important pour changer le monde et le rendre plus juste.
 3. Interpellation politique:
Nos hommes et femmes politiques ont bien entendu leur rôle à jouer pour faire en sorte que «La Terre tourne plus juste» et nous tenons à le leur rappeler.
-

- L'ACRF

L'ACRF (Action Chrétienne Rurale des Femmes) est un mouvement d'éducation permanente reconnu par la Communauté française. Quelque 250 groupes de femmes présents aux quatre coins de nos campagnes wallonnes constituent ce mouvement. Il a pour objet social, la promotion et la défense de la qualité de vie du milieu rural et l'épanouissement des femmes. Tout le travail réalisé avec ces femmes vise à plus de justice et de solidarité.

Quatre finalités peuvent définir l'action de l'ACRF :

- Faire connaître et reconnaître le point de vue des femmes vivant en milieu rural sur les problèmes de société
- Retisser des liens sociaux au sein des villages et créer ou recréer des relations entre les personnes, les groupes et les associations.
- Rencontrer et respecter les personnes vivant des situations sociales et culturelles différentes.
- Être acteur d'un développement durable au service de l'humain.

L'ACRF c'est aussi des formations au service des femmes, des campagnes de sensibilisation, des projets actifs de citoyenneté



Province de
Luxembourg



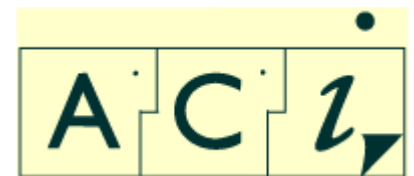
ecolo



ENTRAIDE
et
FRATERNITE



« La Maison du Pain »



AGIR EN CHRETIENS INFORMES



imprimé sur 100% papier recyclé sauf couverture